



Marché n° 201709MAINTASC

**Maintenance des ascenseurs de
SIGMA Clermont**

MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICE

POUVOIR ADJUDICATEUR

SIGMA Clermont

CS 20 265 - Campus des Cézeaux

63178 Aubière cedex

REGLEMENT DE CONSULTATION

Date et heure limites de réception des offres

Le 17 Mai 2017 à 12 Heures

SOMMAIRE

ARTICLE 1	– OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2	– ORGANISATION DE LA CONSULTATION	3
2.1	Définition de la procédure.....	3
2.2	Organisation de la maîtrise d'ouvrage publique	3
2.3	Conditions de participation des concurrents	3
2.4	Durée du marché	3
2.5	Variantes.....	3
2.6	Délai de validité des offres	4
2.7	Mode de règlement du marché et modalités de financement	4
2.8	Conditions particulières d'exécution.....	4
2.9	Modifications de détail au dossier de consultation	4
2.10	Réponse aux questions posées par les candidats.....	4
ARTICLE 3	– CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 4	– RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 5	– PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
5.1	Pièces de la candidature.....	5
5.2	Pièces de l'offre	5
ARTICLE 6	– EXAMEN DES OFFRES.....	6
ARTICLE 7	– CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.....	7
ARTICLE 8	- Visite obligatoire :.....	9
ARTICLE 9	– RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	9
9.1	Réponse aux questions posées par les candidats.....	9
9.2	Voies et délais de recours.....	10

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché de prestations de maintenance des ascenseurs et monte handicapés de SIGMA Clermont sur le campus des Cézeaux à Aubière.

Les missions du présent marché sont décrites dans le Cahier des Clauses Particulières (CCP), en son chapitre B.

ARTICLE 2 – ORGANISATION DE LA CONSULTATION

2.1 Définition de la procédure

La présente consultation est lancée en **procédure adaptée** en application des dispositions de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Elle ne fait pas l'objet d'allotissement au sens de l'article 12 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et les prestations donneront lieu à un marché unique.

2.2 Organisation de la maîtrise d'ouvrage publique

Pour l'exécution du marché, SIGMA Clermont, maître d'ouvrage, est représentée par sa Directrice, Madame Sophie Commereuc.

Le maître d'ouvrage désigne le responsable du Patrimoine habilité à le représenter auprès du maître d'oeuvre, pour les besoins de l'exécution du marché et assurant le conduite d'opération.

2.3 Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Il est cependant interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Les dispositions relatives à la cotraitance et à la sous-traitance sont renseignées à l'article 14 du Cahier des Clauses Particulières.

2.4 Durée du marché

Le marché démarre le 1^{er} juillet 2017. Il est conclu pour une durée d'un an à compter de l'ordre de service. A défaut de dénonciation par l'une ou l'autre des parties, notifiée par lettre recommandée avec avis de réception au moins trois mois avant l'échéance, le marché se renouvellera pour une nouvelle période d'un an, sans que sa durée totale du marché puisse excéder trois ans.

2.5 Variantes

Une variante est à prévoir, pour le chiffrage du contrat de maintenance sous la forme « étendue ».

2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.7 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. Les modalités de paiement sont renseignées à l'article 12.2 du Cahier des Clauses Particulières.

2.8 Conditions particulières d'exécution

Les conditions d'exécution du présent marché sont indiquées à l'article 6 du CCP.

2.9 Modifications de détail au dossier de consultation

Sans objet.

2.10 Réponse aux questions posées par les candidats

Dans un souci d'égalité de traitement des candidats, les candidats pourront transmettre par écrit leurs questions éventuelles, au plus tard, 8 jours avant la date limite de remise des offres, via la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une réponse leur sera transmise au plus tard, six jours avant la date limite de remise des offres. Il ne sera répondu à aucune question réceptionnée après cette date, ni à aucune question orale ou envoyée par mail.

ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation,
- L'acte d'engagement,
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P) et ses annexes,
- Le Bordereau de Prix Unitaires,

ARTICLE 4 – RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur le profil acheteur du maître d'ouvrage à l'adresse :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

ARTICLE 5 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats auront à produire, dans une seule grande enveloppe cachetée, les pièces définies ci-dessous, datées et signées.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

5.1 Pièces de la candidature

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra être à jour des obligations découlant des articles 48 et 49 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et devra produire :

- Formulaire *Cerfa DC¹1* signé ;
- Formulaire *Cerfa DC2* signé ;
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 48 1° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 (si le candidat n'utilise pas le formulaire *Cerfa DC1*) ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail ;
- Documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée à engager la société candidate (pouvoir ou attestation sur l'honneur) ;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (si le candidat n'utilise pas le formulaire *Cerfa DC2*) ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune **des trois dernières années** ;
- Liste des principaux services effectués au cours **des cinq dernières années**, indiquant le montant, la date et le maître d'ouvrage public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du maître d'ouvrage ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des personnes physiques désignées conformément aux dispositions de l'article 4 de l'Acte d'engagement ;
- Attestation d'assurance : déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant ce ou ces opérateur(s) économique(s) que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces opérateur(s) économique(s) pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit par l' ou les opérateur(s) économique(s).

5.2 Pièces de l'offre

Un projet de marché comprenant :

- **L'Acte d'Engagement** : à compléter, à dater, à parapher sur chaque page et à signer. Ce contrat sera accompagné éventuellement en annexe par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement, désignés au marché ;
- **Le Bordereau de Prix Unitaires**, annexe 1 de l'acte d'engagement ;

¹ Il est conseillé aux candidats d'utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Les candidats ne souhaitant pas utiliser les formulaires DC1 et DC2 devront fournir dans leur dossier toutes les informations et attestations prévues dans ces formulaires.

- **Une note méthodologique simple et complète** permettant de juger de la valeur technique de l'offre. Ce document fera apparaître le mode opératoire du candidat, son organisation pour répondre à l'ensemble des missions, la forme et le rythme des rendus.
Le candidat devra également préciser la désignation du ou des intervenant(s), (nombre et qualification du ou des personnel(s) prévu(s)).
Par ailleurs, ce document comprendra toutes justifications et observations que le candidat juge utiles pour une bonne évaluation des capacités de l'entreprise à gérer ce projet.
- **Le Cahier des Clauses Particulières** à dater, à parapher sur chaque page et à signer, accepté sans aucune modification

ARTICLE 6 – EXAMEN DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Lors de l'ouverture et après demande éventuelle de compléter les pièces fournies, conformément aux dispositions de l'article 55 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, ne seront pas admises :

- les candidatures qui ne seront pas recevables en application des articles 48 et 49 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;
- les candidatures qui ne présenteront pas les capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes au regard de la prestation à réaliser.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- les garanties et les capacités techniques et financières,
- les capacités professionnelles.

Le classement des offres et le choix de l'attributaire sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères suivants :

Critères de choix des offres	Note	Pondération	Note pondérée
1/ Moyens mis à disposition par l'entreprise pour l'exécution des prestations du marché : <ul style="list-style-type: none"> • moyens humains et techniques d'intervention permettant le respect des délais d'intervention définis au CCTP pendant et en dehors des heures d'ouverture • méthodes et moyens prévus pour la maintenance • moyens de communication mis à disposition pour les informations de fonctionnement 	/ 10	coef. 5	/ 50
2/ Prix des prestations	/ 10	coef. 4	/ 40
3/ Services supplémentaires proposés par le candidat	/ 10	coef. 1	/ 10
		TOTAL =	/ 100

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, le candidat sera invité à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier certains points de l'offre des candidats.

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres peuvent être adressées par voie postale, remises en main propre à l'accueil de SIGMA Clermont ou transmises par voie électronique.

Le choix du mode de transmission est toutefois exclusif et irréversible. Le double envoi par un candidat d'un dossier sur support papier et par voie électronique entraîne le rejet de sa proposition.

Le retrait du dossier de consultation sous forme électronique n'oblige pas à une transmission des candidatures et des offres par voie électronique.

Transmission sous support papier :

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :
Marché n° 201709MAINTASC
«Maintenance des ascenseurs de SIGMA Clermont »

NE PAS OUVRIR

Ce pli devra être remis contre récépissé à l'accueil de SIGMA Clermont (voir adresse ci-dessous, horaire d'ouverture : 8h00 - 12h30 / 13h30 - 17h00), fermeture de l'établissement du 24 au 28 avril 2017, ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limite de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

SIGMA Clermont
Service des Affaires Financières - Bâtiment SPA 3ème étage
27 rue Roche Genès
Campus des Cézeaux - CS 20265
63178 AUBIERE CEDEX

Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu. Ils seront renvoyés à leurs auteurs sans être ouverts.

Le pli précité doit contenir respectivement dans une seule enveloppe, les Pièces de la candidature et les pièces de l'offre dont le contenu est défini au présent règlement de la consultation.

Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) est autorisée en complément du support papier.

Transmission par voie électronique :

Le pouvoir adjudicateur préconise la transmission des documents par voie papier mais accepte les plis adressés par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) est autorisée en complément du support papier.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

Formats électroniques acceptés par le pouvoir adjudicateur :

Les documents doivent être transmis dans les formats suivants :

- .doc et .docx (Word jusqu'à la version 2010)
- .xls et .xlsx (Excel jusqu'à la version 2010)
- .pdf
- .zip (pour la compression des fichiers)

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

Copie de sauvegarde : Les candidats ont la possibilité de faire parvenir, avant la date et l'heure limite de remise des offres, une copie de sauvegarde qui ne se substituerait à l'offre remise par voie électronique que dans le cas où le pouvoir adjudicateur constaterait une anomalie au moment de l'ouverture des plis par voie dématérialisée.

Cette copie de sauvegarde sera fournie sur support papier ou support physique électronique (CD rom, DVD rom ou clé USB). Elle se présentera sous la même forme que l'envoi électronique soit un dossier intérieur nettement identifiable.

L'enveloppe extérieure portera outre le cachet du candidat, les renseignements suivants :

Objet de la consultation :

Marché n° 201709MAINTASC

« NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS »

COPIE DE SAUVEGARDE

SIGMA Clermont

Campus des Cézeaux- CS 20265

63 178 AUBIERE CEDEX

ARTICLE 8 - Visite obligatoire :

Les candidats sont tenus d'effectuer une visite préalable des locaux.

La visite aura lieu le jeudi 27 avril 2017 à 14h30

Le point de rendez-vous est le Hall d'Accueil à l'adresse ci-dessous :

SIGMA Clermont - 27 rue Roche Genès - Campus des Cézeaux - CS 20265 - 63175 AUBIERE CEDEX

Contact : Monsieur Christian CHASTAING (04.73.28.81.02 - 06.70.74.56.03)

ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

9.1 Réponse aux questions posées par les candidats

Dans un souci d'égalité de traitement des candidats, les candidats pourront transmettre par écrit leurs questions éventuelles, au plus tard, dix jours avant la date limite de remise des offres, via la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une réponse leur sera transmise au plus tard, six jours avant la date limite de remise des offres. Il ne sera répondu à aucune question réceptionnée après cette date, ni à aucune question orale ou envoyée par mail.

❖ Pour les renseignements d'ordre administratif :

SIGMA Clermont

Madame Laëtitia MARTINET

Tél : 04.73.28.80.08

Courriel : laetitia.martinet@sigma-clermont.fr

❖ Pour les renseignements d'ordre technique :

SIGMA Clermont

Monsieur Christian CHASTAING

Tél : 04.73.28.81.02

Courriel : christian.chastaing@sigma-clermont.fr

Monsieur Roumar ALLAMI

Tél : 04.73.28.81.19

Courriel : roumar.allami@sigma-clermont.fr

9.2 Voies et délais de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif

6 cours Sablon

CF 90129

63033 Clermont-Ferrand Cedex 1

Téléphone : 04 73 14 61 00

Télécopie : 04 73 14 61 22

Courriel : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Voies et délais des recours dont dispose le candidat :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.